



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marché public de travaux

# Aménagement de la ZAE de Malamani





## SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché .....	7
1.1. Objet .....	7
1.2. Intervenants .....	7
1.2.1. La maîtrise d'ouvrage est exercée par : .....	7
1.2.2. Le coordonnateur environnemental .....	7
1.2.3. La maîtrise d'œuvre et l'OPC sont assurées par .....	7
1.2.4. Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) .....	8
1.2.5. Le contrôleur technique (CT) : .....	8
1.2.6. Le Titulaire ou l'Entrepreneur : .....	8
Article 2. Décomposition du marché .....	9
2.1. Allotissement .....	9
2.2. Forme du marché .....	9
Article 3. Obligations générales des parties .....	10
3.1. Forme des notifications et informations .....	10
3.2. Co-traitance .....	10
3.3. Convocations du titulaire – Rendez-vous de chantier .....	11
Article 4. Obligations du titulaire .....	12
4.1. Pièces contractuelles .....	12
4.2. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances .....	12
4.3. Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....	13
4.3.1. Protection de la main d'œuvre .....	13
4.3.2. Clauses sociales d'insertion .....	13
4.4. Protection de l'environnement .....	16
4.5. Réparation des dommages .....	18
4.6. Assurances .....	18
4.6.1. Assurances du Titulaire .....	18
4.7. Autres obligations .....	20
4.7.1. Obligations relatives à la sous-traitance .....	20

4.7.2.	Confidentialité .....	22
4.7.3.	Obligations diverses .....	22

## Article 5. Durée du marché - Délai d'exécution des prestations..... 24

5.1.	Durée du marché - Délai d'exécution .....	24
5.1.1.	Durée du marché.....	24
5.1.2.	Délai d'exécution du marché.....	24
5.1.3.	Prolongation du délai d'exécution du marché.....	25
5.1.4.	Décomptes des délais .....	26
5.2.	Pénalités, primes et retenues.....	27
5.2.1.	Pénalités pour retard d'exécution .....	27
5.2.2.	Pénalités pour retard dans la remise de document par le titulaire du marché.....	28
5.2.3.	Pénalités autres que retards d'exécution .....	29

## Article 6. Prix et règlement .....

6.1.	Contenu des prix.....	34
6.2.	Variation des prix.....	37
6.2.1.	Formule de variation des prix.....	37
6.3.	Modalités de règlement .....	38
6.3.1.	Régime des paiements - Application du Bordereau de Prix Unitaires .....	38
6.3.2.	TVA.....	38
6.3.3.	Présentation des demandes de paiement (états des avancements) .....	38
6.3.4.	Règlement des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	43
6.3.5.	Augmentation du montant des travaux.....	44
6.3.6.	Diminution du montant de travaux .....	46
6.3.7.	Pertes et avaries .....	46
6.3.8.	Répartition des paiements .....	46
6.3.9.	Délais de paiement.....	46
6.3.10.	Intérêts moratoires.....	46
6.4.	Périodicité des paiements .....	46
6.5.	Avance .....	47



6.6.	Retenue de garantie.....	47
6.7.	Répartition des dépenses communes de chantier.....	47
6.7.1.	Dépenses d'investissement.....	47
6.7.2.	Dépenses de fonctionnement.....	47
6.7.3.	Dépenses de gestion des déchets du chantier .....	48
6.7.4.	Dépenses diverses.....	48
6.8.	Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage .....	48
6.9.	Approvisionnement.....	48
<b>Article 7. Conditions d'exécution des prestations .....</b>		<b>49</b>
7.1.	Lieu d'exécution.....	49
7.2.	Provenance des matériaux et des produits .....	49
7.2.1.	Provenance des matériaux et des produits.....	49
7.2.2.	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	49
7.2.3.	Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits .....	49
7.2.4.	Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage .....	50
7.3.	Implantation des ouvrages .....	50
7.3.1.	Piquetage général.....	50
7.3.2.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens .....	50
7.3.3.	Procès-verbaux de piquetage – Conservation des piquets ..	53
7.4.	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	53
7.4.1.	Période de préparation .....	53
7.4.2.	Programme d'exécution – calendrier d'exécution .....	54
7.4.3.	Prestations dues par les entreprises.....	54
7.5.	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	54
7.6.	Mesures d'ordre social.....	55
7.6.1.	Application de la réglementation du travail.....	55
7.6.2.	Lutte contre le travail dissimulé .....	55
7.7.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	55
7.7.1.	Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier.....	55



7.7.2.	Installations à réaliser par l'entreprise .....	55
7.7.3.	Transport par voie d'eau .....	56
7.7.4.	Emplacements mis à disposition pour déblais .....	56
7.7.5.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	56
7.7.6.	Signalisation des chantiers .....	56
7.7.7.	Maintien des communications et de l'écoulement des eaux .....	56
7.7.8.	Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés.....	57
7.7.9.	Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens .....	57
7.7.10.	Restrictions des communications.....	57
7.7.11.	Emploi des explosifs.....	57
7.7.12.	Utilisation des voies publiques.....	57
7.7.13.	Domage divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution : .....	58
7.7.14.	Autorisations administratives.....	58
7.7.15.	Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire .....	59
7.8.	Registre de chantier .....	59
7.9.	Clauses techniques .....	59
7.10.	Ordre de service.....	59
<b>Article 8.</b>	<b>Réception et garanties.....</b>	<b>60</b>
8.1.	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	60
8.2.	Réception.....	60
8.3.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage .....	61
8.4.	Documents fournis après exécution .....	61
8.5.	Garantie de parfait achèvement.....	61
8.6.	Garanties particulières .....	61
<b>Article 9.</b>	<b>Dispositions diverses.....</b>	<b>63</b>
9.1.	Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations.....	63



9.2. Autres dispositions.....	63
Article 10. Résiliation.....	64
10.1. Généralités.....	64
10.2. Particularités.....	64
10.3. Résiliation à la demande du titulaire.....	64
Article 11. Litiges et différents.....	66
Dérogations aux documents généraux.....	67
Article 1. Objet du marché.....	9
1.1. Objet.....	9
1.2. Intervenants.....	9
Article 2. Décomposition du marché.....	11
2.1. Allotissement.....	11
2.2. Forme du marché.....	11
Article 3. Obligations générales des parties.....	12
3.1. Forme des notifications et informations.....	12
3.2. Co-traitance.....	12
3.3. Convocations du titulaire – Rendez-vous de chantier.....	13
Article 4. Obligations du titulaire.....	14
4.1. Pièces contractuelles.....	14
4.2. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances.....	14
4.3. Protection de la main d'œuvre et clause sociale.....	15
4.4. Protection de l'environnement.....	18
4.5. Réparation des dommages.....	20
4.6. Assurances.....	20
4.7. Autres obligations.....	22
Article 5. Durée du marché - Délai d'exécution des prestations.....	26
5.1. Durée du marché - Délai d'exécution.....	26
5.2. Pénalités, primes et retenues.....	29



<b>Article 6. Prix et règlement .....</b>	<b>36</b>
6.1. Contenu des prix.....	36
6.2. Variation des prix.....	39
6.3. Modalités de règlement .....	40
6.4. Périodicité des paiements .....	48
6.5. Avance .....	49
6.6. Retenue de garantie.....	49
6.7. Répartition des dépenses communes de chantier.....	49
6.8. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage .....	50
6.9. Approvisionnement.....	50
<b>Article 7. Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>51</b>
7.1. Lieu d'exécution.....	51
7.2. Provenance des matériaux et des produits .....	51
7.3. Implantation des ouvrages .....	52
7.4. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	55
7.5. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	56
7.6. Mesures d'ordre social.....	57
7.7. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	57
7.8. Registre de chantier .....	61
7.9. Clauses techniques .....	61
7.10. Ordre de service.....	61
<b>Article 8. Réception et garanties.....</b>	<b>62</b>
8.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	62
8.2. Réception.....	62
8.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage .....	63
8.4. Documents fournis après exécution .....	63
8.5. Garantie de parfait achèvement.....	63
8.6. Garanties particulières .....	63



Article 9. Dispositions diverses.....	65
9.1. Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations.....	65
9.2. Autres dispositions.....	65
Article 10. Résiliation.....	66
10.1. Généralités.....	66
10.2. Particularités.....	66
10.3. Résiliation à la demande du titulaire.....	66
Article 11. Litiges et différends.....	68
Dérogations aux documents généraux.....	69





# Article 1. Objet du marché

## 1.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

**Création d'une ZAE à Malamani sur la commune de Chirongui**

La nature et l'étendue des travaux à réaliser dans le cadre du présent marché sont précisées dans les différentes pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (CCTP, pièces graphiques...).

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

## 1.2. Intervenants

La liste des principaux intervenants et leurs fonctions sont résumées ci-après :

### 1.2.1. La maîtrise d'ouvrage est exercée par :

**L'Établissement Public Foncier et d'Aménagement de Mayotte (EPFAM)**  
Boulevard Marcel Henri Mamoudzou, 97600, Mayotte  
02 69 63 39 60

### 1.2.2. Le coordonnateur environnemental

**Cyathéa**  
24 rue de Lorraine, 97400 Saint-Denis  
02 62 53 39 07

### 1.2.3. La maîtrise d'œuvre et l'OPC sont assurées par

**Le Groupement : Ingérop Conseil et Ingénierie, Zone UP , Socetem (OTEIS)**

**Dont le mandataire est Ingérop**  
Ingérop Agence Réunion  
3 rue des Ecoliers- Apt 11-12  
97 490 Sainte-Clotilde  
02 62 73 13 13



#### **1.2.4. Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)**

La mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

**Maoré coordination sécurité (MCS)**  
BP67 Kawéni, 97600 Mamoudzou  
02 69 60 01 11

#### **1.2.5. Le contrôleur technique (CT) :**

Sans objet

#### **1.2.6. Le Titulaire ou l'Entrepreneur :**

L'entreprise unique ou le mandataire du groupement d'entreprises titulaire(s) des présents lots du marché de travaux.



## Article 2. Décomposition du marché

### 2.1. Allotissement

Le marché est décomposé en trois (3) lots définis comme suit :

N° LOTS	DESIGNATION DES LOTS
01	VRD, Réseaux humides
02	Réseaux secs
03	Aménagement paysager

► Description succincte des lots :

- ♦ Lot 01 : VRD / assainissement pluvial / assainissement EU
- ♦ Lot 02 : Réseaux secs comprenant : HTA/BT ; Télécom ; Eclairage
- ♦ Lot 03 : Aménagements paysagers : plantations et entretien

### 2.2. Forme du marché

Les prestations donneront lieu à un marché ordinaire.



## Article 3. Obligations générales des parties

### 3.1. Forme des notifications et informations

Pour les notifications au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes :

- ▶ soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté en complément de l'article 3.1 du CCAG Travaux
- ▶ soit par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social.
- ▶ soit par le profil acheteur de L'EPFAM

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Conformément à l'article 3.1.2. du CCAG Travaux, la date, et le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur de L'EPFAM, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la 1<sup>ère</sup> consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou à défaut de consultation, dans un délai de huit (8) jours à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

L'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques est autorisée dans les conditions décrites ci-après. Pourront être transmis par échange dématérialisé, support électronique, ou tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception, les notifications, les ordres de service, les lettres, les notes d'observations et les mentions de VISA des documents, la date et l'heure de réception étant alors retenue comme date de remise de la communication. Ces moyens de transmission, pour de telles communications, sont interdits les samedis, dimanches, jours fériés, jours chômés, sauf dans l'hypothèse où des travaux sont exécutés pendant ces périodes.

Conformément aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG/travaux, les ordres de service sont préparés, datés et signés par le maître d'oeuvre qui les notifie à l'entrepreneur après validation par le maître d'ouvrage.

Les ordres de services relatifs à l'augmentation dans la masse des travaux sont également conditionnés à la décision préalable du maître de l'ouvrage.

### 3.2. Co-traitance

L'article 3.5 du CCAG Travaux est applicable et est complété comme suit :

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire pourra être un prestataire unique ou un groupement.

Dans le cas d'un groupement, l'un des membres du groupement est désigné comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et coordonne l'ensemble des prestations des membres du groupement pendant toute la durée des travaux.

Conformément à l'article R2142-22 du Code de la Commande Publique, aucune forme de groupement n'est imposée par l'Acheteur. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire.



### **3.3. Convocations du titulaire – Rendez-vous de chantier**

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Le titulaire ou son représentant se rend en particulier à toutes les réunions hebdomadaires d'études, de chantier, de synthèse, ainsi qu'à toutes les réunions spécifiques qui pourraient être organisées pendant toute la durée du chantier jusqu'au parfait achèvement des travaux.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.



## Article 4. Obligations du titulaire

### 4.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

► **Pièces particulières :**

- ◆ L'Acte d'Engagement (AE) ses annexes,
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi et ses éventuelles annexes
- ◆ Les avenants, les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché
- ◆ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les éventuelles annexes (exceptées celles qui sont précisées être fournies à titre indicatif) dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi
- ◆ Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- ◆ Le montant plafonné du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- ◆ Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),
- ◆ Le Plan Particulier de Protection de la Santé (PPSPS) établi par le titulaire en cours de marché,
- ◆ Les SOPAQ remis par le titulaire avec son offre,
- ◆ Les PAQ établis par le titulaire en cours de marché et validés par le Maître d'œuvre,
- ◆ Les plans et pièces graphiques remis au DCE,
- ◆ Le mémoire technique du titulaire et ses annexes éventuelles.

► **Pièces générales :**

- ◆ Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 Mars 2021, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCAP ;
- ◆ Le Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation.
- ◆ La circulaire n°82.22 bis du 24 mai 1982 relative aux contrôles de qualité,
- ◆ Les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics,
- ◆ Le Règlement de Voirie communautaire,
- ◆ Le cahier des charges des Documents Techniques Unifiés (DTU),
- ◆ Les normes en vigueur.

La liste des pièces générales ci-dessus n'est pas limitative.

### 4.2. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances

En complément de l'article 4.2 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes s'appliquent :

- ◆ La notification du marché sera transmise par le Pouvoir Adjudicateur sur le profil acheteur de L'EPFAM avec une copie de toutes les pièces contractuelles.

**AVIS IMPORTANT :** Le titulaire qui a remis une offre accepte toutes les clauses écrites des pièces constitutives du marché.

- 
- ♦ Sur demande expresse du titulaire, l'Acheteur lui remet également, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **4.3. Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

### **4.3.1. Protection de la main d'œuvre**

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au Titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes :

- ♦ En l'absence de réponse ou en l'absence de correction des irrégularités signalées, le Titulaire encourt une pénalité de 10% du montant HT du marché dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.
- ♦ Lors du constat de l'infraction et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1 000 € sera appliquée au Titulaire du contrat.
- ♦ Si dans un délai de 20 jours suivant la réception, par le Titulaire du présent marché, de la mise en demeure aucune régularisation n'a été réalisée, le montant pourra être majoré de 20 %.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

### **4.3.2. Clauses sociales d'insertion**

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, d'intégrer dans le présent cahier des charges une clause obligatoire d'insertion conformément à l'article L. 2112 -2 du Code de la commande publique.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permettra l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### **4.3.2.1. Publics visés**

L'entreprise devra impérativement faire appel à une/ des personne(s) relevant des catégories suivantes pour les réalisations de la clause d'insertion. Ces personnes doivent demeurer affectées à l'exécution du présent marché pour être prises en compte au titre de la clause d'exécution.

Les critères d'éligibilités des bénéficiaires des clauses sociales sont les suivants :

- ♦ Les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits au Pôle Emploi depuis plus d'un an en continue ou depuis plus de deux ans en chômage récurrent ;
- ♦ Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- ♦ Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sein de l'article L. 5212 – 13 du Code de travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ♦ Les jeunes n'ayant jamais travaillé et/ou de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP inscrits auprès du relais 16/25 dans des Missions Locales ou suivi par Pôle emploi

- ◆ Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits au Pôle emploi depuis plus de 6 mois
- ◆ Les personnes sous main de justice, par l'intermédiaire du recours au service de l'emploi pénitentiaire (régie industrielle des établissements pénitentiaires) ou d'une concession ayant un tel objet ;
- ◆ Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet;
- ◆ Les personnes étant sous contrat avec une SIAE (Structures d'Insertions par l'Activité Économique) ou en provenance d'une SIAE depuis moins de 6 mois
- ◆ Les personnes étant sous contrat avec le RSMA (Régiment du Service Militaire Adapté) ou en provenance du RSMA depuis moins de 6 mois
- ◆ En outre, d'autres personnes rencontrent des difficultés peuvent, sur avis motivé du facilitateur de la clause sociale, être considérés comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

#### 4.3.2.2. Le nombre d'heures d'insertion

Le volume horaire de travail résultant de la formule précitée ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au 4.3.2.1.

Les lots qui sont visés par la clause sociale sont les suivants :

N° LOTS	DESIGNATION DES LOTS
01	VRD, Réseaux humides
02	Réseaux secs
03	Aménagement paysager

Le calcul des heures d'insertion se fera sur la base de la formule d'application suivante :

$$\text{MONTANT H.T. DES TRAVAUX} \times 0,06\%*$$

\* Correspondant au taux moyen de main d'œuvre, de celui de l'insertion et du coût du travail (source Agence Nationale de Rénovation Urbaine)

#### 4.3.2.3. Les modalités de mise en oeuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion résultant de l'article 4.3.2.3 en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- ◆ Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une SIAE. Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées. En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution du marché.
- ◆ La mise à disposition des salariés ou l'interim d'insertion. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion ou qui propose des intérimaires d'insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.



- ♦ L'embauche directe par l'entreprise en faisant appel à la Mission locale, à Pôle emploi ou au service RSA du conseil départemental.

#### 4.3.2.4. **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'EPFAM a recours à un dispositif spécifique d'accompagnement dit « facilitateur d'insertion des clauses sociales » coordonné par :

<p align="center"><b>La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (C.R.E.S.S.) de Mayotte</b></p> <p align="center"><b>Julien JUCOURT</b></p> <p align="center">Chargé de mission - Facilitateur des clauses sociales</p> <p align="center">Tél. 0639 02 12 33- <a href="mailto:jjucourt@cress-mayotte.org">jjucourt@cress-mayotte.org</a></p>
---

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission:

- ♦ De répondre aux questions des entreprises candidates relative à la clause sociale sur la plateforme de publication des marchés publics ;
- ♦ d'accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- ♦ d'identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion en lien avec les services prescripteurs si l'entreprise décide d'embaucher directement ;
- ♦ de mettre en lien l'entreprise avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) si elle opte pour la co-traitance, une sous traitance, une mise à disposition ou de l'interim d'insertion ;
- ♦ de valider les dossiers des personnes en insertion proposées par les SIAE ou les services prescripteurs ;
- ♦ d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes prescripteurs ou les porteurs de contrats ;
- ♦ de suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises et les services prescripteurs.

#### 4.3.2.5. **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Dans ce contexte, le facilitateur doit réunir les justificatifs des heures d'insertion travaillées. Plus précisément :

- ♦ si l'entreprise a répondu à la clause par le biais d'une mise à disposition, de l'interim d'insertion, de la co-traitance ou d'une sous-traitance par une structure d'insertion par l'activité économique, le facilitateur doit obtenir les relevés des heures réalisées auprès de la structure d'insertion ;
- ♦ si l'entreprise a répondu à la clause par le biais d'une embauche directe, le facilitateur doit obtenir les preuves auprès de l'entreprise elle-même.

Les pièces justificatives exigées sont les suivantes :

- ♦ la copie du contrat de travail dès l'embauche ainsi que le relevé mensuel des heures travaillées ou
- ♦ la copie des fiches de paie.



L'absence ou le refus de transmission de renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 5.2.3.9 du présent CCAP.

En cas de non réalisation des heures travaillées ou de non transmission des pièces justificatives, le facilitateur doit informer le maître d'ouvrage. Ce dernier est le seul compétent pour déclencher le dispositif de sanction prévu à l'article 5.2.3.9 du CCAP.

Le maître d'ouvrage avant de déclencher le dispositif de sanction, doit tout d'abord chercher une solution avec l'entreprise. La non remise des fiches de suivi mensuel par le titulaire l'expose à une suspension du paiement des prestations pour la période considérée.

Le titulaire du marché doit informer le maître d'ouvrage par courrier avec AR des difficultés rencontrées pour exécuter son engagement d'insertion, sous 8 jours calendaires à compter de la survenance des faits, ou dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelle que raison que ce soit. Dans ce cas, seront étudiées avec le titulaire et le facilitateur les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir aux objectifs.

A défaut du respect de ce délai, le titulaire demeurera soumis au respect de la condition d'exécution pour la période considérée, déduction faite des 8 jours précités.

Si les bénéficiaires affectés auprès du titulaire du marché ne donnent pas satisfaction, le titulaire du marché pourra demander leur remplacement auprès de l'opérateur d'insertion qui les aura désignés et/ou changer d'opérateur d'insertion. Il reste que le titulaire demeure lié par son engagement de volume horaire fixé.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées dans le cadre de ce marché.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché. A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet le décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en oeuvre par le titulaire.

## **4.4. Protection de l'environnement**

Les dispositions de l'article 7 du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Maître D'Ouvrage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le titulaire devra alors également tenir compte et respecter la notice environnementale jointe aux DCE. Ce document présente les enjeux environnementaux prégnants du site et rappelle au titulaire les mesures qu'il sera tenu de respecter. Il est considéré que le titulaire est réputé avoir pris connaissance de la notice environnementale : il devra prévoir dans son offre les dispositions/moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés et respecter les mesures ERC présentées dans cette notice. Le non-respect de celle-ci pourra engendrer des pénalités financières, présentées dans le paragraphe 5.2.3.

L'attention des entreprises est attirée sur les conditions particulières d'exécution des travaux, vecteurs de pollution et de nuisances, sur un site sensible faisant l'objet de nombreux usages. En conséquence,



les entreprises s'engagent à effectuer une exécution conforme à ces impératifs de protection du site, notamment :

- ♦ par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Assurance Environnement (PAE) et d'un Plan de Gestion et d'élimination des Déchets (PGED) tel que demandé au SOPAQ et conformes aux documents remis par le titulaire lors de son offre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

En cas de non-respect des clauses environnementales pour lesquelles le prestataire s'est engagé ou faute au regard de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 constaté par le Pouvoir Adjudicateur ou les services de la police de l'eau, le Titulaire sera seul responsable de ces manquements.

### ► **Obligations des entreprises**

Au stade de la remise des offres, l'entreprise fournit un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ), ainsi qu'un Schéma Organisationnel du Plan de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) à valeur contractuelle en cas d'attribution.

L'ensemble des mesures demandées au titre de la protection de l'environnement, à l'exception de celles qui incombent au Maître de l'ouvrage, est réputé rémunéré dans le cadre du(es) prix du marché.

Le Titulaire remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché, dans le respect de la législation et de la réglementation.

Les démarches et demandes d'autorisation nécessaires, l'acquittement des charges, taxes, impôts, redevances, abonnements et indemnisations diverses associées, sont également à la charge du Titulaire.

En phase de préparation de travaux, le titulaire communique directement au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre :

- ♦ Le plan d'installation de chantier à jour où figure le réseau d'assainissement provisoire des eaux pluviales,
- ♦ La liste tenue à jour des sous-traitants et leur lettre d'adhésion à la Notice environnementale. En effet, le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de l'environnement (adhésion),
- ♦ Les éventuels compléments demandés par le MOA, MOE ainsi que le coordonateur environnemental notamment au regard des procédures environnementales associées à son intervention.

Pendant toute la durée de l'exécution des travaux, le titulaire donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de protection de l'environnement par le MOA et/ou le MOE. Tout différent entre le titulaire et le MOE est soumis au Maître d'Ouvrage. De plus, tout au long du chantier, le titulaire communique directement au MOA et MOE :

- ♦ Les journaux environnement,
- ♦ Les bons d'enlèvements des déchets.

Les dispositions complémentaires spécifiques à ce marché à la charge du titulaire sont précisées au CCTP.



## 4.5. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire ou le personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant de l'acheteur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant de l'acheteur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

## 4.6. Assurances

### 4.6.1. Assurances du Titulaire

#### ► Assurance de responsabilité civile en cours et après travaux

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

#### ♦ RC en cours travaux

Montant de garantie par sinistre :

Tous dommages confondus (dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs ou non) : **10 M€ par sinistre**


- dont dommages matériels et immatériels : 2 M€ par sinistre
- dont immatériels non consécutifs : **1 M€ par sinistre**

#### ♦ RC après travaux

L'entrepreneur ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 millions € par année d'assurance avec un minimum d'1,5 million pour les dommages immatériels non consécutifs.

#### ♦ Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de la police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par



catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

► **Assurance de responsabilité civile décennale**

□ **En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance**, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

- ◆ Les missions ou activités garanties,
- ◆ Etre en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire,
- ◆ Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
  - Pour les ouvrages à destination d'habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.
- ◆ Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s'assurer pour :

- ◆ la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,
- ◆ la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- ◆ la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.

□ **Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale**, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit, **par dérogation à l'article 8 du CCAG Travaux**, justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra à minima mentionner :

- ◆ les activités garanties,
- ◆ la nature exacte des garanties accordées,
- ◆ le montant de la garantie décennale accordée,
- ◆ la limite du coût de construction maximum garanti,

- 
- ♦ la période de validité des garanties,
  - ♦ le mode de gestion de la garantie décennale (par répartition ou par capitalisation)

## 4.7. Autres obligations

### 4.7.1. Obligations relatives à la sous-traitance

#### 4.7.1.1. Droit à la sous-traitance (Article L2193-4 du Code de la Commande Publique)

Le **Titulaire** a la possibilité de sous-traiter les prestations objet du marché sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75- 1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le **Titulaire** est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Acheteur.

Cette clause peut s'appliquer en particulier en cas d'augmentation du nombre de services du lot si le Titulaire ne dispose pas en propre des moyens matériels pour le réaliser.

Dans tous les cas, le **Titulaire** reste entièrement responsable vis-à-vis de L'EPFAM de l'exécution du service sous-traité et du respect de la convention.

#### 4.7.1.2. Condition d'exercice du droit à la sous-traitance

Pour l'exploitation des services sous-traités, le ou les sous-traitants seront soumis à l'instar du **Titulaire**, à toutes les clauses du présent marché.

Le **Titulaire** se doit par ailleurs de respecter toutes les conditions légales et réglementaires qui s'imposent à lui dans le cadre du choix et du conventionnement avec d'éventuels sous-traitants.

#### 4.7.1.3. Présentation à l'agrément du sous-traitant

##### ► Présentation d'un sous-traitant au stade de la consultation :

Le soumissionnaire doit compléter son acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement (DC4 à annexer à l'acte d'engagement).

Pour chacun des sous-traitants, le soumissionnaire devra joindre les renseignements exigés à l'article L2193-5 du Code de la Commande Publique. Il devra également fournir les pièces de la candidature répertoriées dans le règlement de la Consultation.

En application de l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique., le soumissionnaire indiquera dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter à des tiers notamment à des petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

##### ► Présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché :



L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial une attestation sur l'honneur :

- a) De n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande Publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2341-3, L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande Publique.
- b) D'être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire du marché (article 50.3.1.e) du CCAG Travaux).

Les dispositions de la loi n°75-1334 et des articles R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique sont applicables.

En complément des dispositions contenues à l'article 3.6 du CCAG Travaux, en cas de sous-traitance en cours de marché, le titulaire remet le dossier d'agrément, au moins 1 mois avant l'intervention du sous-traitant sous peine d'interdiction d'intervention pour faute du titulaire du marché et d'application des pénalités pour non-respect des délais applicables (même en cas de dérive dans l'agrément du sous-traitant).



## 4.7.2. Confidentialité

### 4.7.2.1. Obligation de confidentialité (article 5.1 du CCAG Travaux)

Le **Titulaire** et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du **Titulaire** ou de l'Acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### 4.7.2.2. Protection des données à caractère personnel (article 5.2 du CCAG Travaux)

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'Acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

## 4.7.3. Obligations diverses

### a) Obligations de résultats

Dans le cadre du présent marché, le **Titulaire** s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché.

### b) Information du MOA

Le **Titulaire** sera tenu, durant toute la durée du marché, de notifier immédiatement au MOA, toute modification concernant (tant pour le **Titulaire** que pour les éventuels co-traitants) :

- ♦ la personne ayant pouvoir d'engager la Société ;
- ♦ l'identité et/ou les coordonnées du cadre responsable, interlocuteur unique de la Collectivité (responsable envers la collectivité /correspondant unique) ;
- ♦ la forme juridique de l'Entreprise ;
- ♦ le changement d'actionnaire majoritaire ;
- ♦ la raison sociale ou dénomination de l'Entreprise ;
- ♦ Mise en location gérance ;



- 
- ◆ Cessation d'activité ;
  - ◆ et d'une manière générale, toute modification importante concernant le fonctionnement de l'entreprise.

Le **Titulaire** sera également tenu de produire avant la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les attestations et certificats visés à l'article L2141-2 du Code de la Commande Publique et/ou au Code du Travail (attestations de déclaration et paiement des obligations fiscales et sociales, preuves du respect des obligations mentionnées aux articles L1221-10 à L1221-12, L3243-1 & 2, D8222-5, D8222-7 & 8 D8254-2 & 3, et R3243-1 & 2 du Code du Travail, et de l'article L 243-15 du Code de Sécurité Sociale) et/ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Le bénéfice du présent marché ne peut être cédé par le **Titulaire** sans l'accord exprès de l'Acheteur. Le **Titulaire** doit en informer par écrit L'EPFAM, au moins **trois (3) mois** avant la date envisagée de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception. Sa demande doit être accompagnée d'un ou plusieurs dossiers établis par le ou les repreneurs potentiels précisant les services cédés et les moyens mis en œuvre pour les assurer, leur engagement à poursuivre l'exécution du contrat dans les conditions prévues initialement.

L'Acheteur fait connaître sa position dans les **trois (3) mois** suivant la réception de la demande accompagnée des dossiers nécessaires. Il se réserve le droit en cas de cession de limiter la durée restant à courir sur le contrat. Dans l'hypothèse où le cessionnaire ne remplirait pas toutes les conditions de recevabilité des candidatures énoncées lors de l'appel à candidatures, ou si l'opérateur économique appelé à exécuter désormais les services ne présenterait pas toutes les garanties au vu desquelles le marché a été conclu, l'agrément pourra être refusé.

En cas d'agrément, le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations du cédant résultant du présent marché, ce qui devra être au préalable acté par voie d'avenant.

A défaut d'agrément, le **Titulaire** devra, pour permettre la continuité du service, poursuivre l'exécution de son marché pendant toute la durée restant à courir.

La mise en location-gérance est soumise aux mêmes règles d'information et d'agrément que la cession partielle ou totale.

**Le non-respect de ces dispositions entraînera de plein droit la résiliation du marché sans indemnité pour le Titulaire, en application des dispositions du présent CCAP.**



# Article 5. Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

## 5.1. Durée du marché - Délai d'exécution

### 5.1.1. Durée du marché

La durée du marché démarre à compter de la notification du marché et s'achève :

- ♦ Après la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) pour les lots n°01 et 02
- ♦ A la fin de la période d'entretien pour le lot n°03.

### 5.1.2. Délai d'exécution du marché

#### ► Délai d'exécution des périodes de préparation :

Les délais d'exécution des périodes de préparation sont propres à chaque lot.

Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement de chaque lot. Ils ne peuvent excéder les délais plafonds imposés dans l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de la période de préparation court à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

L'attention du titulaire est portée sur le fait qu'il devra fournir toutes les pièces et documents demandés pendant la période de préparation. Si certains documents n'étaient pas diffusés ou n'étaient pas validés par le MOE et MOA, la période de préparation sera alors prolongée, sans que le titulaire ne puisse faire valoir un préjudice ou une indemnisation.

Le Maître d'Ouvrage ne peut assurer, sur les prestations du présent marché, un déroulement en continuité géographique et temporel. Il est de la responsabilité du titulaire de proposer à l'accord du Maître d'oeuvre un phasage des prestations de façon à respecter les délais globaux et partiels fixés.

Ce phasage sera reporté sur le Calendrier Général d'Exécution des Travaux.

Le début des travaux sera établi par ordre de service qui déterminera la date de démarrage, le délai d'exécution et les limites exactes du secteur concerné par les travaux à réaliser.

Le planning prévisionnel remis au stade de l'offre n'est qu'indicatif, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de demander au titulaire, sans ouvrir droit à une quelconque indemnisation, de modifier le phasage et l'ordonnancement du calendrier du marché sans impacter la durée totale de réalisation du marché.

De plus, le titulaire du marché devra être en mesure de mobiliser autant d'équipes que nécessaire pour achever ses prestations dans les délais du marché. Etant entendu que le titulaire du marché ne sera pas recevable à faire valoir une quelconque rémunération complémentaire ni notamment pour un renfort d'encadrement ni pour des pertes de rendements ou d'industries provenant de la mobilisation d'équipe supplémentaires.

#### ► Délai d'exécution des périodes de préparation :

Les délais d'exécution des travaux sont propres à chaque lot.

Le délai d'exécution des travaux est celui indiqué dans l'acte d'engagement. Ce délai est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

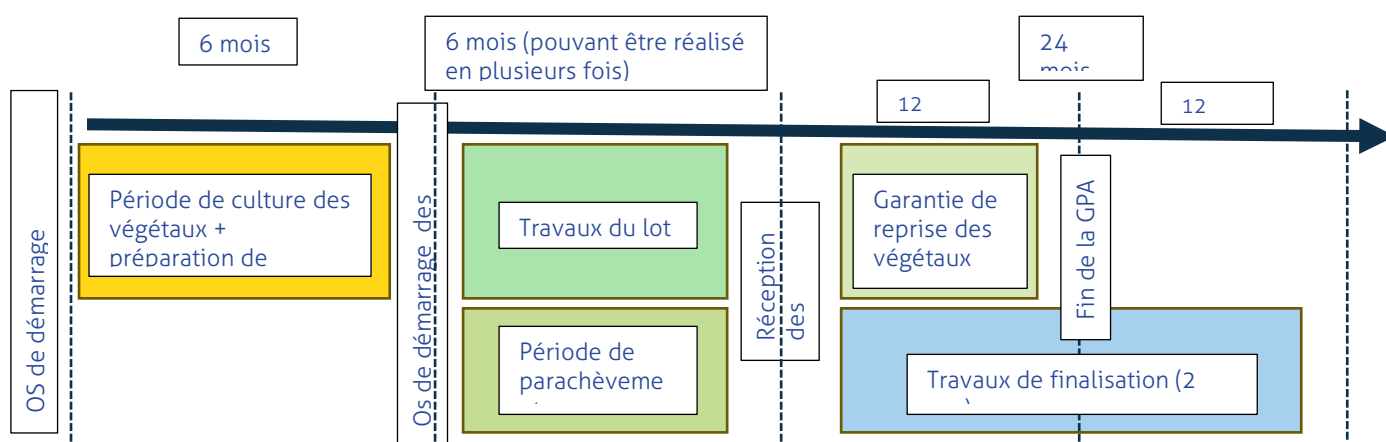
Le délai d'exécution des travaux court à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

► **Particularité du lot n°03 « Aménagements Paysagers » :**

Le délai d'exécution du lot n°03 comporte trois délais d'étape plus le délai particulier déterminé par le contrat d'entretien intégré, conformément au CCTG fascicule 35.

- a) Le premier délai porte sur la réalisation des prestations de production des végétaux (période de culture des végétaux). Il court à partir de l'ordre de service de démarrage et comprend également la période de préparation du chantier. Il est plafonné **6 mois**.
- b) le second délai porte sur la réalisation de mise en œuvre des végétaux et des substrats de cultures (délai des travaux de plantation – en 2 phases en fonction de la libération des emprises travaux du lot 1). Il court à partir de l'ordre de service de démarrage. Il est plafonné à **6 mois**.
- c) le troisième délai porte sur les travaux de finalisation (travaux d'entretien). Il court à partir de la réception des ouvrages et assure le suivi d'entretien des plantations. Les garanties de reprise des végétaux doivent être effectuées avant la fin de la GPA. Ce délai est plafonné à **24 mois**.



### 5.1.3. Prolongation du délai d'exécution du marché

► **Pour évènement ayant caractère de force majeure**

Une prolongation de délai d'exécution peut être accordée au **Titulaire** lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est de même notamment ainsi, si la cause qui met le **Titulaire** dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait d'un évènement ayant caractère de force majeure.



Pour bénéficier de cette prolongation, le **Titulaire** signale à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Le **Titulaire** indique alors la durée de prolongation demandée si elle est connue. Au-delà de ce nouveau délai, aucune demande de prolongation ne sera accordée.

► **Pour journées d'intempérie**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que le présent marché prévoit un nombre de journées d'intempéries réputé prévisible fixé à 15 jours calendaires par an.

Les prolongations de délai ne s'appliqueront qu'après consommation de ce nombre de journées d'intempéries réputé prévisible, qu'il s'agisse d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, ou d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire, mais entravant l'exécution de certaines tâches.

En vue de la prise en compte de journées d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire, mais entravant l'exécution de certaines tâches, le titulaire fera constater par le Maître d'œuvre la survenue d'un phénomène naturel dépassant au moins une des intensités limites indiquées au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluie Vent	80mm/24h 80 km/h pendant plus de 4h consécutives en continue entre 8h et 18h	Service Départemental de la météorologie nationale

Le cas échéant, le titulaire pourra également faire constater la survenue d'un phénomène naturel dépassant les conditions requises pour l'exécution de certaines tâches dans les règles de l'art.

Dans tous les cas, l'entrave à l'exécution des travaux devra être dûment constatée à l'avancement par le Maître d'œuvre, à l'issue de chaque semaine écoulée. Passé ce délai, le titulaire ne pourra solliciter aucune prise en compte a posteriori.

#### **5.1.4. Décomptes des délais**

Tout délai imparti dans le marché au Maître d'ouvrage, au Maître d'Oeuvre, ou au Titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque, en exécution des dispositions du présent marché, un document doit être remis, dans un délai fixé par le Titulaire au Maître d'ouvrage ou au Maître d'Oeuvre, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal est retenue comme date de remise du document.



## 5.2. Pénalités, primes et retenues

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'ensemble des pénalités du présent article, sauf mention particulière, sont appliquées de plein droit sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu :

- ◆ Sur simple constat du Maître d'œuvre pour les pénalités d'exécution,
- ◆ Sur simple constat du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage pour les pénalités générales autres que retard d'exécution,
- ◆ Sur simple constat du Maître d'œuvre ou des autorités légales en la matière (ex. Police de l'Eau) pour les pénalités relatives au respect de l'environnement.

Par ailleurs, les différentes **pénalités sont cumulables**.

En cas de résiliation, les pénalités faisant intervenir un délai pour leur application sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG Travaux.

Une fois le montant des pénalités déterminé, celles-ci sont prises en compte et la formule de variation prévue à l'article 6.2. du CCAP leur est appliquée.

### ► Comptabilisation des samedis, dimanches et jours fériés ou chômés

Pour toutes les pénalités faisant intervenir un délai dans leur calcul, les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne seront pas déduits (article 19.1.1. du CCAG Travaux)

### ► Plafonnement / Exonération

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, il n'est prévu aucune exonération des pénalités appliquées dans le cadre du présent marché.

### ► Retenues provisoires pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution

Les retenues provisoires pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont payées après la remise complète des documents et leur validation par le Maître d'œuvre.

### ► Cas d'entrepreneurs groupés


Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'acheteur à l'égard des autres entrepreneurs.

Les stipulations de ces deux alinéas s'appliquent aux retenues provisoires mentionnées dans le présent CCAP.

### 5.2.1. Pénalités pour retard d'exécution

#### 5.2.1.1. Sur le délai global d'exécution



Lorsque le délai global mentionné à l'acte d'engagement pour chacun des lots est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière d'un trois-millième (1/3000) du montant hors taxes du marché.

► **Commencement des travaux**

En cas de non-respect de la date de démarrage fixée dans l'OS de démarrage du chantier, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à trois cents (300) Euros **Dès le premier jour de retard**

► **Période de préparation**

En complément à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des délais de période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à trois cents (300) Euros dès le premier jour de retard.

► **Sur les délais partiels**

Les délais partiels correspondent aux délais qui sont fixés dans les ordres de service pour la réalisation de chaque tronçon de travaux.

Le titulaire subira par jour calendaire de retard sur ces délais partiels une pénalité journalière d'un trois millièmes (1/3000) du montant hors taxes du marché.

#### **5.2.1.2. Cumul des pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités relatives au délai global et aux délais partiels sont cumulables et non plafonnées. Les pénalités relatives aux délais partiels pourront être remises par décision du maître d'ouvrage si le titulaire réalise l'ensemble des prestations à l'intérieur du délai global d'exécution, et pour autant que les retards sur les délais partiels n'aient pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage ni causé de préjudice financier au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG Travaux, les pénalités pour retard sur le délai partiel ne sont pas remboursées si le délai global est respecté.


Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire n'est pas exonéré en cas de pénalité inférieure à 1 000 Euros et le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 20.6 du C.C.A.G. Travaux, en cas de groupement, les pénalités ne sont pas réparties entre les membres du groupement et seront à la charge du mandataire.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G. Travaux, les montants des pénalités sont les stipulé ci-après.

#### **5.2.2. Pénalités pour retard dans la remise de document par le titulaire du marché**

Documents	Destinataires	Délais	Pénalités en Euros Hors Taxe
Programme d'exécution	MOE	30 jours calendaire à compter de la notification du marché	500,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard
Documents d'exécution (Plans EXE, Notes de calcul, coupes techniques, ...)	MOE	30 jours calendaire avant le démarrage des travaux	500,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard



Documents de planification (Planning générale, planning à 3 semaines, plans de phasage, plans de circulation)	MOE	45 jours calendaire avant le démarrage des travaux  Chaque semaine pour les plannings à 3 semaines (le jour d'envoi des plannings sera fixé lors de la période de préparation de chantier)	500,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard
Documents liés à la qualité (Tableaux de suivi, Fiches d'agrément, FNC, Fiches de contrôle, ...)	MOE	Sur demande écrite de la Moe (Mail, CR de réunion, ...)	300,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard
PPSPS et documents liés à la sécurité	MOE et Coordonnateur SPS	Au plus tard 30 jours à partir de la date de la notification du marché	500,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard
Plan d'Assurance Qualité (PAQ) / Note d'Organisation Générale	MOE	30 jours de calendrier à compter de la date fixée par Ordre de Service déterminant le début du délai global d'exécution	300,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard
Plan d'Assurance Environnement (PAE)	MOE	30 jours de calendrier à compter de la date fixée par Ordre de Service déterminant le début du délai global d'exécution	300,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier
Documents financier - Reporting financier - Accostages	MOE	Mensuellement, le 25 de chaque mois.	500,00 € par jour de calendrier de retard dès le premier jour de retard
DOE / DIUO	MOE / CSPA	30 jours de calendrier à compter de la date de réalisation des opérations préalables à la réception	300,00€ dès le premier jour de retard. En cas de remise incomplète du DOE, le Titulaire est passible, en outre, d'une pénalité journalière de 300,00 € par jour de retard à partir du 1er jour de la remise incomplète du DOE et jusqu'à remise du(es) document(s) manquant(s).

### 5.2.3. Pénalités autres que retards d'exécution

#### Pénalités générales

#### 5.2.3.1. Modification par MOE \_ Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs



En cas de non remise des PPSPS, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cents (500) Euros par jour calendaire.

En cas de manquement à la sécurité constaté par le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ou un représentant de la Moe / Moa, du non-respect des consignes du PGCSPS / PPSPS il sera appliqué au Titulaire d'office une pénalité de mille (1 000) Euros par manquement constaté.

#### **5.2.3.2. Pénalités pour retard dans l'intervention au titre de l'astreinte**

En cas d'absence de réponse aux demandes formulées par téléphone au numéro mis en place sous 2h au moment de la demande, le titulaire encourt une pénalité fixée à trois cent (300) euros par absence de réponse et à cent cinquante (150) euros par demi-heure de retard.

#### **5.2.3.3. Rendez-vous de chantier (ou autres réunions)**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre.

En cas d'absence d'une personne convoquée à une réunion de chantier (ou autres réunions visées à l'article 3.9 du présent document) et non excusée, le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cents (200) Euros par réunion.

En cas de retard à une réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinquante (50) euros par heure de retard.

#### **5.2.3.4. Retard dans la mise en œuvre des accès pour riverains**

Le titulaire devra maintenir, quels que soient les travaux et phasages, les accès aux immeubles, édifices, propriétés riveraines, zones de livraisons, aménagement piétons et platelages transversaux durant toute la période du chantier dans des conditions maximales de sécurité. En cas de non-respect des prescriptions précitées, par le titulaire, une pénalité de cinq cents (500) Euros par jour calendaire lui sera appliquée à partir du premier jour de notification du retard.

#### **5.2.3.5. Pénalités pour retard dans la mise en œuvre de panneaux d'information, de signalisation et de police**

Le titulaire sera tenu de mettre en place tous les panneaux d'information de chantier, de signalisation et de police.

Pour chaque tronçon ou zone de travaux, si 15 jours après la notification de démarrage des travaux, ces panneaux ne sont pas livrés et placés sur le chantier, une pénalité de trois cents (300) Euros par jour calendaire sera appliquée.

#### **5.2.3.6. Pénalité pour non-réalisation des réparations de dégradations**


Le titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux voies et ouvrages publics au cours de l'exécution des travaux.

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par ses soins et à ses frais, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le Maître d'Ouvrage pourra les faire réaliser immédiatement aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure.

De plus, une pénalité égale à 10 % du coût des réparations sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût





des réparations, la pénalité maximum étant automatiquement appliquée dans le cas visé ci-dessus en cas de défection du titulaire.

Le titulaire restera responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées.

#### **5.2.3.7. Pénalité pour salissure des voiries**

En cas de salissures des voiries, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entreprise une injonction immédiate de nettoyage en fixant un délai (un jour maximum) qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai constaté et notifié par le Maître d'Ouvrage, donnera lieu à une pénalité de trois cents (300) Euros par heure et en cas d'urgence, à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

#### **5.2.3.8. Pénalité pour élément de chantier détérioré**

Si un élément de clôture, de signalisation ou de déviation liée au chantier est détérioré et n'assure plus de ce fait sa fonction, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entrepreneur une injonction pour sa réparation ou son remplacement, en fixant un délai fonction du danger. Le non-respect du délai donnera lieu à une pénalité de deux cent cinquante (250) Euros par jour calendaire à partir du premier jour de notification de retard constaté.

Pour les végétaux conservés et plantés toutes détériorations impliqueront une pénalité de :

- ♦ 500 € par m<sup>2</sup> HT pour les massifs végétaux
- ♦ 5 000 € HT par arbre abimé Ø < 50cm
- ♦ 10 000 € HT par arbre abimé Ø > 50 cm

#### **5.2.3.9. Pénalités liées à la clause sociale d'insertion professionnelle**

En cas de non-respect de l'obligation d'insertion par l'activité économique conformément au 4.3.2.3 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de trois fois le montant du SMIC horaire en vigueur par heure d'insertion non effectuée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées dans l'article 4.3.3.5 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions en insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **5.2.3.10. Pénalités pour non-respect des points d'arrêts**

En cas de non-respect des points d'arrêts définis dans le CCTP, ou l'oubli de demande pour la levée d'un point d'arrêt par le Moe, le titulaire encours cinq-cents (500) euros de pénalité par infraction.

Le titulaire du marché, doit prévenir le Moe à minima 72h avant dans la tenue d'un point d'arrêt. En cas de retard, ou d'absence de demande de levée d'un point d'arrêt, le titulaire du marché encours une pénalité de trois cents (300) euros HT.

#### **5.2.3.11. Pénalités pour non-respect des dispositions relatives à la sous-traitance**

En cas de non-respect des dispositions de la loi de 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire encourt une pénalité fixée à mille (1000) euros par infraction.

#### **5.2.3.12. Pénalités pour non tenue du journal de chantier**

En cas de non-actualisation du journal de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cent cinquante (250) euros par mois.



### 5.2.3.13. Pénalités pour non-respect des normes, DTU, réglementations, prescriptions techniques et/ou matériaux mis en œuvre non conforme aux tolérances du CCTP

En cas de non-respect des dispositions citées ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cent (500) euros par infraction.

### 5.2.3.14. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Dans le cas de travaux réceptionnés avec réserves, le titulaire du marché subira par réserve non levée et par jour de retard dans la levée des réserves par rapport au délai indiqué dans la décision de réception, une pénalité de 300 (trois cents) Euros HT.

### 5.2.3.15. Autres pénalités diverses

En cas de non-exécution manifeste d'un ordre de service (retard, défaut de moyen, solution inappropriée...), ou d'une injonction par courrier recommandé avec accusé de réception, le titulaire encourt, après constat, une pénalité journalière calendaire, fixée à :

- ♦ trois cents (300) Euros, de 1 à 10 jours
- ♦ cinq cents (500) Euros, au-delà de 10 jours

En cas de constatation par le maître d'œuvre d'un des événements suivants :

- ♦ non maintien du piquetage,
- ♦ entrave à la circulation publique,
- ♦ dommages causés à l'éclairage public,
- ♦ dommages causés à la signalisation.

Le titulaire encourt une pénalité fixée à trois cents (300) Euros par infraction constatée.

En cas de constat d'utilisation de matériels non autorisés dans le CCTP du marché (debroussaillères, souffleurs...) une pénalité de 500 € par constat sera appliquée.

### 5.2.3.16. Pénalités pour non-respect des prescriptions environnementales

En cas de non-respect des prescriptions mentionnées au compte rendu de chantier, l'entrepreneur subira les pénalités suivantes :

- ♦ 1er cas – prescription à effet immédiat : son non-respect entraînera pour l'entrepreneur un arrêt de chantier à ses frais et torts exclusifs ainsi qu'une pénalité forfaitaire dont le montant est précisé ci-après.
- ♦ 2ème cas – prescription assortie d'un délai pour sa prise en compte : à l'échéance de ce délai, le non-respect de la prescription engendrera pour l'entrepreneur une pénalité forfaitaire suivie d'une pénalité journalière, dont les montants sont précisés ci-après, jusqu'au jour du respect de la prescription.

Les pénalités ci-dessous sont applicables sur simple constat du Maître d'œuvre ou de la Maîtrise d'Ouvrage :

Infraction	Pénalité
Non-respect de la notice environnementale / mesures environnementales	2000 €HT / infraction
Pas de réparation de l'infraction constatée	500 €HT / jour (jusque réparation)



Infraction	Pénalité
Non-respect des emprises de chantier et des emprises à préserver	50 €HT/m <sup>2</sup>
Destruction/impact direct sur espèces protégées (à noter qu'une procédure judiciaire sera également lancée en parallèle par les services de l'état)	10 000 €HT/espèce protégée

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Les frais éventuels de décontamination, de remise en état ou d'indemnisation des tiers sont à la charge du titulaire du marché.

#### **5.2.3.17.      Gestion des déchets de chantier**

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets de chantier (récupération, tri, brûlage), l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (100) Euros par infraction constatée et par jour.

En cas de défaut d'utilisations des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (100) Euros par infraction constatée.



## Article 6. Prix et règlement

### 6.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires pour tous les lots sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.


Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).


Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- ♦ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- ♦ de phénomènes naturels ;
- ♦ de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- ♦ des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- ♦ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont également réputés tenir compte :

- ♦ de la réalisation des études géotechniques, à la charge du titulaire, pour les travaux dans le cadre du présent marché,
- ♦ des sujétions imposées par la réalisation de sondages géotechniques complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux à ses frais, notamment dans le cas où, et à sa demande, le maître d'œuvre ne peut assurer sa mission de Visa sur certains documents d'exécution,
- ♦ des sujétions relatives à la coactivité avec d'éventuels autres marchés liés à cet aménagement,
- ♦ de toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché et notamment des phasages d'exécution des travaux, impliquant une tenue particulièrement soignée du chantier et pouvant induire des sujétions sur le mode d'exécution,
- ♦ des sujétions relatives à la coactivité et à la coordination avec les concessionnaires,
- ♦ des essais et épreuves,
- ♦ des installations normalement prévisibles nécessaires à l'exécution des travaux et de la remise en état des lieux à la fin des travaux,
- ♦ des frais résultant des mesures de sécurité définies par les textes en vigueur ou par les usages locaux,
- ♦ des sujétions imposées par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par l'entreprise, le Maître d'œuvre ou un organisme extérieur mandaté par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre,
- ♦ des sujétions résultant de la nécessité de maintenir pendant la durée des travaux l'accès des véhicules de secours aux habitations,
- ♦ de toutes les procédures, essais et contrôles réalisés dans le cadre du contrôle interne et du contrôle externe, au titre de la qualité par l'entreprise,
- ♦ des jours d'intempéries normalement prévisibles fixés au présent CCAP,
- ♦ de toutes les prestations de manutention, transport, stockage intermédiaire des matériaux, entre le lieu de fabrication et leur site d'installation,
- ♦ des frais afférents à l'accès aux décharges,

- 
- ♦ de l'établissement de tous les plans (coffrages, ferrallages, méthodes...), notes de calculs, notices explicatives, nécessaires à la réalisation des travaux,
  - ♦ de la signalisation, du balisage et des barrières de chantier verrouillées,
  - ♦ des frais liés au maintien de la circulation déviée, et de sa signalisation
  - ♦ de l'étendue et du fractionnement des emprises qui lui seront attribuées. Il est entendu que l'entrepreneur pourra se procurer à ses frais, risques et périls les terrains supplémentaires dont il pourra avoir besoin et les autorisations correspondantes ; le maître d'œuvre et le CSPS se réservent un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur,
  - ♦ des investigations sur les réseaux ainsi que toutes les mesures conservatoires à prendre en accord avec les concessionnaires concernés,
  - ♦ des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages réalisés par les concessionnaires de la voie publique et des collectivités publiques, pour le bon déroulement des travaux,
  - ♦ de l'obligation de respecter la réglementation en vigueur et le PGC du marché,
  - ♦ de l'obligation de maintenir dans des magasins ou containers fermés, tout matériel et tout matériau susceptible d'être utilisé comme arme ou projectile pour troubler l'ordre public,
  - ♦ des sujétions liées à la présence de réseaux enterrés et aériens existants à soutenir, à proximité immédiate et à l'intérieur des travaux à réaliser dans le cadre du présent marché,
  - ♦ de la responsabilité et de la prise en charge par l'entreprise des réseaux existants « abandonnés » qui doivent être déposés. Néanmoins, ils ne pourront l'être qu'après identification par leur propriétaire ou exploitant. Le titulaire aura à sa charge toutes les sujétions de dépose, d'évacuation et de mise en décharge, des réseaux et de ses équipements,
  - ♦ de l'obligation de maintenir durant toute la durée du chantier les branchements des abonnés aux réseaux divers, et l'écoulement des exutoires,
  - ♦ des frais et sujétions entraînés par la mise en place des moyens nécessaires à l'emploi de sous-traitant,
  - ♦ du respect des consignes de sécurité particulières occasionnelles liées aux conditions de trafic sur les chaussées et non prévues dans le présent marché,
  - ♦ de l'utilisation d'une aspiratrice pour le nettoyage régulier et autant que nécessaire, de la voie de chantier et de ses abords (chaussées, voies piétonnes, ouvrages annexes, ...),
  - ♦ de l'utilisation d'une arroseuse ou camion-citerne équipé d'une rampe d'arrosage pour limiter l'émission de poussières liée aux travaux, jusqu'à plusieurs arrosages par jour si jugé nécessaire par le Maître d'œuvre,
  - ♦ du balayage des voies et voiries, plusieurs fois par jour si nécessaire,
  - ♦ des frais et sujétions entraînés par les contraintes particulières d'accès aux zones de chantier,
  - ♦ des frais et sujétions entraînés par la mise en place de platelages mobiles VL/PL et piétons utilisés pour le maintien de liaisons transversales,
  - ♦ de la fabrication et pose des panneaux pour les Points de Rencontre des Secours,
  - ♦ de la rédaction d'un Plan Particulier de Sécurité et ses additifs par entreprise, (y/c sous-traitant)
  - ♦ de la participation du chef d'entreprise ou de son délégataire, ainsi que du représentant salarié de l'entreprise, aux réunions du C.I.S.S.C.T.,
  - ♦ de la participation aux visites d'Inspection Commune avec les Services de secours, le représentant du Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS, avant toute mise en service d'une nouvelle configuration des phasages,
  - ♦ des frais inhérents à toutes les opérations d'établissement du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.),
  - ♦ des frais engendrés par la participation obligatoire de l'Entrepreneur mandataire à toutes les réunions hebdomadaires d'études, de chantier, de synthèse, ainsi qu'à toutes les réunions spécifiques qui pourraient être organisées pendant toute la durée du chantier jusqu'au parfait achèvement des travaux,
  - ♦ de la gêne occasionnée par des travaux dans et hors opération réalisés simultanément,

- 
- ♦ des sujétions liées à la possibilité par les services de secours et d'incendie d'intervenir sur les immeubles avoisinants en circulant et en stationnant si nécessaire à l'intérieur des emprises du chantier, pouvant ainsi nécessiter l'interruption ponctuelle et momentanée des travaux,
  - ♦ plus généralement l'ensemble des sujétions particulières à ce marché décrites au CCTP ou normalement prévisibles.

De même, l'Entrepreneur ne pourra réclamer de supplément de rémunération basé sur des contraintes de chantier ou des faits provenant d'une méconnaissance du site, qu'il aura dû préalablement visiter.

Les prix du marché sont réputés comprendre la marge du titulaire ou du mandataire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

Le fait qu'un document tel que plan, note de calcul, procédure, reçoive un visa sans observation alors qu'il fait apparaître des dispositifs ou matériaux en sus de ceux prévus au CCTP ou dans les plans du marché, n'est pas une condition suffisante pour que ces dispositions supplémentaires fassent l'objet d'une rémunération particulière. Des constatations et constats contradictoires seront effectués, si nécessaire, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG Travaux.

Enfin, les prix seront établis en tenant compte des dépenses liées au respect des prescriptions et engagements liés à l'environnement :

- ♦ le respect des réglementations environnementales nationales en vigueur à la date de remise des offres,
- ♦ le respect des engagements pris lors de la Déclaration d'Utilité Publique – Le dossier d'enquête publique contenant l'étude d'impact du projet est disponible sur demande de l'entreprise,
- ♦ le respect de la notice environnementale jointe au DCE,
- ♦ l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan Assurance Environnement (P.A.E) et du Plan de Gestion et de l'Élimination des Déchets (P.G.E.D.),
- ♦ la préservation de la qualité de l'eau des cours d'eau temporaires et permanents et en particulier de la Rivière du mâ et des sols par la mise en œuvre de mesures de prévention de l'érosion et des risques de pollution accidentelle, la décantation et le traitement préalable des eaux issues de la zone de chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.


De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.



**En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

**En cas de sous-traitance** les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

## 6.2. Variation des prix

### 6.2.1. Formule de variation des prix

Les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte et du solde effectué au mois est donné par la formule suivante :

$C_n = 0,15 + 0,85 I_{n-6}/I_{0-6}$
-------------------------------------

Dans laquelle :

- ♦  $I_{0-6}$  représente la valeur de l'index applicable au « mois zéro-6 » soit 6 mois avant le « mois zéro ».
- ♦  $I_{n-6}$  représente la valeur de l'index paru pour le « mois n-6 » soit 6 mois avant le « mois n », le « mois n » étant le mois d'exécution des prestations constaté sur le décompte.

Les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux est :

- ▶ Lot n°1 : VRD et lot n°2 : réseaux secs
  - ♦ TP01 : Index général tous travaux.
- ▶ Lot n°3 : Aménagements Paysagers
  - ♦ EV1 : Travaux de végétalisation


Ces index sont publiés sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué à l'occasion de chaque prestation effectuée.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

La date de réalisation des prestations prévue par le marché est celle prévue initialement, éventuellement modifiée dans les conditions prévues aux articles 18.2.1 et 18.2.2 du CCAG Travaux.



Si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG Travaux, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

**Particularité :** En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

## 6.3. Modalités de règlement

### 6.3.1. Régime des paiements - Application du Bordereau de Prix Unitaires

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-24 du Code de la Commande Publique.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché, sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Lorsque les ouvrages ou travaux non prévus au marché mais de type analogue à ceux du marché sont exécutés, il est fait application des prix du bordereau du marché. Dans le cas contraire, ces ouvrages sont rémunérés dans les conditions prévues au CCAG/travaux.

Par dérogation à l'article 11.2.2 du CCAG/travaux, sauf si le titulaire s'est conformé aux dispositions prévues au présent CCAP en ce qui concerne les modifications en cours d'exécution, les quantités prises en compte pour la rémunération des travaux à l'entreprise sont plafonnées aux quantités résultant des avants-métrés visés au dernier indice, dans le cadre des plans d'exécution ou le cas échéant, celles figurant dans la note d'observations du maître d'œuvre.

Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

### 6.3.2. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 6.3.3. Présentation des demandes de paiement (états des avancements)

Les factures dématérialisées doivent être transmises sur le portail chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

N° SIRET : 829 950 005 00027





Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

► **Demande de paiement mensuelle (états des avancements)**

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes s'appliquent :

À la fin de chaque mois et avant le 5 du mois suivant, le titulaire soumet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte au format Excel, sur la base du Détail Estimatif du marché et selon modèle fourni par le Maître d'œuvre au démarrage de l'opération.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, sans révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14 du présent CCAP s'appliquent. Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG Travaux ou du CCAP, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- ◆ Travaux et autres prestations du marché,
- ◆ Primes,
- ◆ Remboursement de l'avance,
- ◆ Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant, au titre de l'article 26.4 du CCAG Travaux.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

**Pour le lot 01 VRD et le lot 2 réseaux secs** : Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Les prix unitaires sont facturés à raison des quantités constatées ou appréciées.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auxquels ils se rapportent n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage :

- ◆ des règles particulières décrites ci-dessous pour les prestations identifiées,
- ◆ de la décomposition de prix prévue à l'article 19.3 du CCAG si le Maître d'œuvre l'exige.

Les installations de chantier seront rémunérées comme suit :

- ◆ 60% après amenée et montage des installations de chantier et mise en place du matériel,
- ◆ 40% après démontage des installations, repliement du matériel et remise en état des lieux.

Les dossiers d'exécution seront rémunérés comme suit :

- ◆ 50% à l'avancement des études,
- ◆ 50% après visa sans observation du maître d'œuvre à l'avancement des documents d'exécution.

Les essais sur réseaux seront rémunérés comme suit :

- ◆ 70% à l'avancement, lors de la réalisation des essais,
- ◆ 30% à la réception des réseaux.

Les dossiers des ouvrages exécutés ou de récolement, seront rémunérés comme suit :

- ◆ 50% à la remise du DOE complet,

- 
- ♦ 50% après validation par le Maître d'œuvre.

### Pour le lot 03 : Aménagements Paysagers

Le contrat de culture pendant la période de préparation, est rémunéré comme suit et après accord explicite du maître d'œuvre :

- ♦ 20 % du prix unitaire sera réglé à la mise en culture à deux mois (soit intégrant récolte des graines, préparations des substrats, élevage de naissance et naissances des plantules parfaitement enracinées),
- ♦ 20 % du prix unitaire sera réglé deux mois après la date de validation du contrat de culture par le Maître d'œuvre, et ce après constatation des productions sur les sites de production, dûment identifiées et repérables facilement avec indication production EPFAM ZAE MALAMANI
- ♦ 20 % du prix unitaire sera réglé deux mois après la date de validation du contrat de culture par le Maître d'œuvre, et ce après constatation des productions sur les sites de production, dûment identifiées et repérables facilement avec indication production EPFAM ZAE MALAMANI
- ♦ 35 % du prix unitaire sera réglé à réception des productions sur les sites de livraison et de plantation,
- ♦ 5% du prix unitaire sera réglé à la fin de la période de parachèvement validée par les constats de reprise effectués avec la maîtrise d'œuvre.

Prise en compte du montant des approvisionnements : Sans objet dans le cadre du présent marché qui ne prévoit pas la notion d'approvisionnements **sauf pour le lot n°03 « Paysage »** suivant les dispositions décrites ci-dessus dans le présent article.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le projet de décompte mensuel sera établi selon modèle fourni par le Maître d'œuvre au démarrage de l'opération.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- ♦ les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires
- ♦ le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix
- ♦ le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG Travaux, dont il demande le remboursement
- ♦ les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché. Le titulaire remettra sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre en réunion de chantier, ou, le cas échéant par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de sa réception. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.



### ► Acomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

A partir du décompte mensuel validé, le titulaire intègre les remarques du maître d'œuvre pour établir un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent
- b) Le montant de la TVA
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant
- d) L'effet de la révision des prix : les parties de l'acompte révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus.  
Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, et f.

Cet acompte mensuel est réalisé sur format Excel, sur la base du modèle imposé par le Maître d'œuvre au démarrage de la mission. Il est transmis en version informatique au maître d'œuvre dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception du décompte mensuel validé.

Le maître d'œuvre contrôle l'acompte mensuel, le valide ou le corrige. Il notifie ensuite par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au représentant de l'entité adjudicatrice de régler les sommes qu'il admet dans le respect du délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant de l'entité adjudicatrice qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant de l'entité adjudicatrice règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de dépassement de délai de la demande de paiement mensuelle présentée par le titulaire.


Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

### ► Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

Après l'achèvement des travaux un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

**Sauf pour le lot 03 « Aménagement Paysager », le projet de décompte final sera établi non pas à la réception des travaux mais à la fin de la période de parachèvement.**



Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 13.1.5 du présent CCAP s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire transmet au maître d'œuvre son projet de décompte final au format Excel et selon le modèle validé au préalable. Il emploie tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de l'établissement du PV de levée des réserves, constatant la levée effective de ces dernières (par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux). En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 13.4 du présent CCAP.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final. Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire dans un délai de 10 jours ouvrés. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

#### ► **Décompte général - Solde**

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

A partir du décompte final validé, le titulaire intègre les remarques du maître d'œuvre pour établir un projet de décompte général qui comprend :


- ◆ le décompte final
- ◆ l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 13.2.1 du présent CCAP pour les acomptes mensuels
- ◆ la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le titulaire transmet au maître d'œuvre son projet de décompte général dans un délai de 10 jours à compter de la réception du décompte final validé, au format Excel et selon le modèle validé au préalable. Il emploie tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le projet de décompte général est validé ou modifié par le maître d'œuvre, signé par le représentant de l'entité adjudicatrice et devient alors le décompte général. Le représentant de l'entité adjudicatrice notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- ◆ quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire
- ◆ douze(12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le représentant de l'entité adjudicatrice ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder.



L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant de l'entité adjudicatrice, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées par l'article 13.4.4 du présent CCAP, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au représentant de l'entité adjudicatrice, avec copie au maître d'œuvre, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

La date de réception du décompte général et définitif par le représentant de l'entité adjudicatrice constitue le point de départ du délai global de paiement.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant de l'entité adjudicatrice règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de dépassement de délai de la demande présentée par le titulaire. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du présent CCAP.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant de l'entité adjudicatrice, dans le délai de quarante-cinq jours fixé à l'article 12.4.4 du présent CCAP, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

### **6.3.4. Règlement des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont applicables :

#### **► Champ d'application**

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Ces prestations peuvent donner lieu à une demande de prix nouveau

#### **► Nature des prix nouveaux**



Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

► **Cas des prix forfaitaires**

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application des articles 15 du présent CCAP et 15 du CCAG.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

► **Fiches modificatives**

Une fiche modificative est établie, suivant le modèle fourni par le Maître d'œuvre, précisant : la nature des modifications, leurs incidences sur le marché (coût, délai, qualité), le cas échéant la description des prix nouveaux, complété d'un plan éventuel et établi en 4 exemplaires signés par le Titulaire, visé par le Maître d'Œuvre et transmis pour validation au Maître d'Ouvrage, avant établissement d'un ordre de service d'exécution.

L'Entrepreneur doit fournir autant de documents complémentaires (plans, plannings, plans de phasage, notes de calcul, etc.) que nécessaire, faisant référence à ces suppléments ou modifications, pour permettre leur approbation et leur validation. Les contraintes de délai seront stipulées par le Maître d'Œuvre selon l'urgence de ces adaptations, pour le bon déroulement des travaux.

Les prix nouveaux sont obligatoirement assortis :

- ♦ d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires,
- ♦ d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Les prix figurant sur les fiches modificatives ainsi contresignées sont réputés validés par le Titulaire et le Maître d'Ouvrage et permettent l'établissement des décomptes mensuels.

► **Régularisation**

Les fiches modificatives sont numérotées et font l'objet d'une compilation permettant à intervalle régulier d'établir les avenants qui entérineront les modifications des pièces du marché à l'avancement.

### **6.3.5. Augmentation du montant des travaux**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

► **Définition**

Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché, sans actualisation ni révision, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux, fixés en application de l'article 6.3.4 du présent CCAP ou devenus définitifs en application du même article.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus.



### ► Seuils d'indemnisation

Si l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à l'augmentation limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite.

L'augmentation limite est fixée :

- ◆ pour un marché à prix forfaitaires, à 5 % du montant contractuel,
- ◆ pour un marché sur prix unitaires, à 25 % du montant contractuel,
- ◆ pour un marché dont l'ensemble des prestations est rémunéré suivant une formule mixte dans les conditions définies à l'article 10.3 du CCAG, à la moyenne des augmentations limites correspondant aux divers modes de rémunération intervenant dans la formule, cette moyenne étant pondérée au prorata de l'importance respective de l'intervention de chacun de ces modes.

Si le marché comporte, suivant les travaux, plusieurs des modes de rémunération ci-dessus, l'augmentation limite est fixée à la somme des augmentations limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

### ► Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Si le titulaire n'avise pas le maître d'œuvre dans le délai fixé à l'alinéa précédent, il est tenu d'arrêter les travaux à la date où le montant exécuté atteint le montant contractuel. Les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés.

Dix (10) jours au moins avant la date probable mentionnée au premier alinéa, le maître d'œuvre notifie au titulaire, s'il y a lieu, par ordre de service, la décision d'arrêter les travaux prise par le représentant de l'entité adjudicatrice.

Lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, si l'ordre de service du maître d'œuvre n'a pas été notifié dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, le titulaire poursuit les travaux, dans la limite des plafonds fixés à l'article 15.3 du présent CCAP. Lorsque les travaux exécutés atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les travaux qui sont exécutés au-delà des plafonds ne sont pas payés.

Les mesures conservatoires à prendre à l'arrêt du chantier, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage.

### ► Obligation du Maître d'œuvre (MOE)

Dans les quinze (15) jours qui suivent tout ordre de service ayant pour effet d'entraîner une modification du montant des travaux, le maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de cette modification et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Si l'ordre de service prescrit des travaux de l'espèce définie au premier alinéa de l'article 14.2.2 du CCAG travaux, l'estimation précédente indique la part correspondant à ces travaux.



### 6.3.6. Diminution du montant de travaux

Les dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux s'appliquent.

### 6.3.7. Pertes et avaries

Par dérogation à l'article 17 du CCAG Travaux, il n'est prévu aucune indemnisation du titulaire.

### 6.3.8. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- ♦ au **Titulaire** et à ses sous-traitants ;
- ♦ au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 6.3.9. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur de la facture.

L'administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte ouvert au nom du **Titulaire** et mentionné dans l'acte d'engagement.

### 6.3.10. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 et de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du **Titulaire**.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## 6.4. Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.





## 6.5. Avance

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option choisit par l'Acheteur est l'**option B**.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique. Elle est égale à 5,00% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R2191-8 du Code de la Commande Publique. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance sera remboursée lorsque le seuil de 65,00% du montant des prestations (sur l'ensemble du groupement) est atteint.

## 6.6. Retenue de garantie

Chaque paiement fera l'objet d'une **retenue de garantie au taux de 5 %** dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-41 du Code de la Commande Publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la Commande Publique.

## 6.7. Répartition des dépenses communes de chantier

### 6.7.1. Dépenses d'investissement

Sans objet.

### 6.7.2. Dépenses de fonctionnement

Sans objet.



### **6.7.3. Dépenses de gestion des déchets du chantier**

L'entreprise est en charge de la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation des déchets.

### **6.7.4. Dépenses diverses**

Sans objet.

## **6.8. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage**

Sans objet

## **6.9. Approvisionnement**

Les stipulations de l'article 10.4 du CCAG Travaux sont applicables et sont complétées comme suit :

Il n'est pas prévu d'acompte correspondant aux approvisionnements constitués en vue de travaux dans le cadre du présent marché à l'exception du lot n°03 « Paysage » qui prévoit le règlement d'acomptes pour l'approvisionnement des végétaux dans le cadre des contrats de culture. Les modalités de règlement correspondantes sont décrites à l'article 6.3.3. du présent CCAP.



## Article 7. Conditions d'exécution des prestations

### 7.1. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Commune de Chirongui – Mayotte (976) - France

### 7.2. Provenance des matériaux et des produits

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent.

#### 7.2.1. Provenance des matériaux et des produits

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent.

#### 7.2.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Par dérogation à l'article 22 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

Lorsque le marché fixe les lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux et qu'au cours des travaux les gisements se révèlent insuffisants en qualité ou en quantité, le titulaire doit en aviser à temps le maître d'œuvre ; ce dernier désigne alors, sur proposition éventuelle du titulaire, de nouveaux lieux d'extraction ou d'emprunt. La substitution ne peut donner lieu à aucune modification des prix correspondant à ce matériau.


Sauf dans l'hypothèse où les lieux d'extraction ou d'emprunt sont mis à la disposition du titulaire par le maître de l'ouvrage, le titulaire est tenu d'obtenir, en tant que de besoin, les autorisations administratives nécessaires pour les extractions et emprunts de matériaux. Les indemnités d'occupation ou les redevances à la collectivité publique concernée éventuellement dues pour ces extractions ou emprunts sont à la charge du titulaire.

Le titulaire supporte dans tous les cas les charges d'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt et, le cas échéant, les frais d'ouverture. Il supporte également, sans recours contre le maître de l'ouvrage, la charge des dommages entraînés par l'extraction des matériaux, par l'établissement des chemins de desserte et, d'une façon générale, par les travaux d'aménagement nécessaires à l'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt. Il garantit le maître de l'ouvrage au cas où la réparation de tels dommages serait mise à la charge de celui-ci.

#### 7.2.3. Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.



Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- ♦ s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- ♦ s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

#### **7.2.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **7.3. Implantation des ouvrages**

#### **7.3.1. Piquetage général**

Le titulaire devra faire implanter à ses frais par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage, dès réception de l'ordre de service, les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan général d'implantation des ouvrages établi par le maître d'œuvre dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG Travaux.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître de l'ouvrage.

#### **7.3.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**


Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre remettent à l'Entrepreneur, les plans des réseaux répertoriés et connus par eux. Ils sont fournis en qualité de pièces non-contractuelles.

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre ne sauraient supporter quelque responsabilité que ce soit, liée à l'inexactitude éventuelle des renseignements qu'ils auront recueillis. Il appartient, en tout état de cause, à l'Entrepreneur de conduire ses travaux avec les précautions nécessaires afin de ne pas endommager les ouvrages souterrains existants.

##### **► Cas général**

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations et câbles, dépendant du maître de l'ouvrage ou de tierces personnes, le titulaire



doit procéder au piquetage spécial des ouvrages, lui-même reporté sur le plan de piquetage général mentionné à l'article 27.2.1. du CCAG Travaux.

Le titulaire est tenu d'appliquer la réglementation relative à la sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution en vigueur :

- ◆ Articles L554-1 et suivants et R554-1 et suivants du Code de l'Environnement,
- ◆ Arrêté d'application du 15/02/12,
- ◆ Norme NFS 70-003-1,
- ◆ Guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux approuvé par l'arrêté du 30/06/12.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que tous les exécutants, qu'ils soient chargés des travaux ou des investigations complémentaires avec fouilles, qu'ils soient sous-traitants ou bien membres d'un groupement, doivent obligatoirement établir leurs Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), hors cas de dispense précisés à l'article 8.1 de la norme NFS 70-003-1.

Les exécutants doivent renouveler leurs DICT dans les cas précisés à l'article 8.3 de la norme NFS 70-003-1 :

- ◆ Travaux non entrepris dans un délai de 3 mois à compter de la consultation du guichet unique,
- ◆ Interruption de travaux supérieure à 3 mois,
- ◆ Réseaux sensibles pour la sécurité : durée de travaux supérieure à 6 mois ou dépassant le délai mentionné dans la DICT, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées avec les exploitants concernés,
- ◆ Modification de la zone d'intervention des travaux ou de la nature des travaux.

Pendant toute la durée des travaux, les exécutants doivent disposer sur le site du chantier des DICT et des réponses aux DICT, y compris les recommandations spécifiques à suivre pour éviter les dommages notamment lorsque l'entreprise travaille dans le fuseau d'un réseau ou à moins de 50cm de ce fuseau.

Le piquetage est réalisé par le titulaire, contrairement avec le Maître d'œuvre, sur la base des données fournies par les exploitants en retour de ses DICT et des résultats des investigations complémentaires portés au DCE par le Maître d'ouvrage.

Le piquetage est réalisé conformément au code couleur établi par la norme NFP 98-332 et assorti d'une identification du type de réseau par un sigle explicite :

- ◆ Rouge : électricité BT (BT), HTA (HTA) ou HTB (HTB) et éclairage (ECL),
- ◆ Jaune : gaz combustible (GAZ) et hydrocarbure (HYD),
- ◆ Orange : produits chimiques,
- ◆ Bleu : eau potable (AEP),
- ◆ Marron : assainissement eaux usées (EU) et eaux pluviales (EP),
- ◆ Violet : chauffage et climatisation,
- ◆ Vert : télécommunication (TEL),
- ◆ Blanc : feux tricolores et SLT (SLT),
- ◆ Rose : zone d'emprise multi réseaux, en cas d'ouvrages très rapprochés les uns des autres (MULTI).

### ► Absence de réponse aux DICT

En cas de non réponse d'un ou plusieurs des exploitants consultés dans le délai de 9 jours calendaires, jours fériés non compris, suivant la date de réception de la déclaration, le titulaire informe immédiatement le Maître d'œuvre par écrit et renouvelle sa déclaration par lettre recommandée avec accusé de réception.



En cas de non réponse d'un ou plusieurs exploitants relancés dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de la relance, le titulaire informe immédiatement le Maître d'œuvre par écrit et :

- ◆ En présence d'incertitude sur les réseaux sensibles pour la sécurité : un constat contradictoire est établi entre le Maître d'œuvre et le titulaire pour confirmer l'arrêt ou la suspension des travaux. Selon le cas, le Maître d'œuvre établit un ordre de reprise immédiate des travaux ou un ordre de service d'arrêt des travaux ainsi que les conditions de reprise du chantier et les conséquences financières qui en découlent. En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse à une relance fondée pour des réseaux sensibles pour la sécurité, le titulaire ne subit pas de préjudice,
- ◆ En l'absence d'incertitude sur les réseaux sensibles pour la sécurité : les travaux peuvent commencer.

### ► **Traitement des réponses aux DICT et autres informations disponibles**

Le titulaire contrôle la cohérence des réponses aux DICT avec les éléments fournis dans le DCE.

Si les informations sont cohérentes, elles sont prises en compte pour la préparation des travaux.

Dans le cas contraire, le titulaire informe immédiatement le Maître d'œuvre par écrit et soumet à sa validation une procédure d'intervention, en accord avec les précautions particulières à proximité des réseaux envoyées par l'exploitant, le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux et les techniques adaptées et non agressives prévues au CCTP.

Dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception des propositions du titulaire, le Maître d'œuvre valide la procédure transmise par le titulaire, donne ses préconisations modificatives ou prononce l'ajournement des travaux le cas échéant.

### ► **Précision insuffisante des données**

Si le titulaire juge que la précision d'une partie des données disponibles pour le piquetage des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens repérés aux plans est insuffisante au regard des travaux à réaliser, il en informe immédiatement le Maître d'œuvre par écrit et soumet à sa validation une procédure d'intervention, en accord avec les précautions particulières à proximité des réseaux envoyées par l'exploitant, le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux et les techniques adaptées et non agressives prévues au CCTP.


Dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception des propositions du titulaire, le Maître d'œuvre valide la procédure transmise par le titulaire, donne ses préconisations modificatives ou prononce l'ajournement des travaux le cas échéant.

### ► **Décalage supérieur à celui de la classe de précision attendue**

Si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, repérés par le piquetage spécial sont découverts avec un décalage supérieur à la classe de précision attendue, le titulaire en informe immédiatement le Maître d'œuvre par écrit et soumet à sa validation une procédure d'intervention, en accord avec les précautions particulières à proximité des réseaux envoyées par l'exploitant, le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux et les techniques adaptées et non agressives prévues au CCTP.

Dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception des propositions du titulaire, le Maître d'œuvre valide la procédure transmise par le titulaire, donne ses préconisations modificatives ou prononce l'ajournement des travaux le cas échéant.

En cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance du titulaire, qui entraînerait un risque grave pour les personnes lié au risque



d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, le titulaire sursoit aux travaux adjacents jusqu'à décision du Maître d'œuvre, prise par ordre écrit, sur les mesures à prendre.

Un constat contradictoire est établi entre le Maître d'œuvre et le titulaire pour confirmer l'arrêt ou la suspension des travaux. Selon le cas, le Maître d'œuvre établit un ordre de reprise immédiate des travaux ou un ordre de service d'arrêt des travaux puis détermine les conditions de reprise du chantier et les conséquences financières qui en découlent. En cas de retard dans l'avancement des travaux dû à l'identification d'un risque avéré, le titulaire ne subit pas de préjudice.

#### ► Découverte d'ouvrages non repérés

Si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après la notification du marché, le titulaire en informe le Maître d'œuvre par écrit et soumet à sa validation une procédure d'intervention, en accord avec les précautions particulières à proximité des réseaux envoyées par l'exploitant, le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux et les techniques adaptées et non agressives prévues au CCTP.

Dans un délai de 2 jours à compter de la réception des propositions du titulaire, le Maître d'œuvre valide la procédure transmise par le titulaire, donne ses préconisations modificatives ou prononce l'ajournement des travaux le cas échéant.

Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, le titulaire sursoit aux travaux adjacents jusqu'à décision du Maître d'œuvre, prise par ordre écrit, sur les mesures à prendre.

Un constat contradictoire est établi entre le Maître d'œuvre et le titulaire pour confirmer l'arrêt ou la suspension des travaux. Selon le cas, le Maître d'œuvre établit un ordre de reprise immédiate des travaux ou un ordre de service d'arrêt des travaux puis détermine les conditions de reprise du chantier et les conséquences financières qui en découlent. En cas de retard dans l'avancement des travaux dû à l'identification d'un risque avéré, le titulaire ne subit pas de préjudice.

### **7.3.3. Procès-verbaux de piquetage – Conservation des piquets**

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit.

L'Entrepreneur est seul responsable de la bonne conservation tant des piquets de l'implantation des points principaux de l'axe de la section courante et ses annexes, que des piquets du piquetage spécial ou de repérage complémentaire. Ces piquets doivent être maintenus en place ou, lorsque nécessaire, reportés en dehors des emprises du chantier et permettre à tout instant de procéder aux vérifications et contrôles, tant en planimétrie qu'en altimétrie des ouvrages en cours d'exécution, par le Maître d'Œuvre.

## **7.4. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

### **7.4.1. Période de préparation**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est prévu les dispositions suivantes :

Une période de préparation est prévue pour chaque marché et chaque lot.

Le délai contractuel d'exécution de la période de préparation est celui porté par le titulaire dans l'acte d'engagement, dans le respect du délai plafond précisé à l'acte d'engagement.



Les dispositions préparatoires et documents nécessaires devant être établis durant cette période de préparation sont précisés au CCTP.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

#### **7.4.2. Programme d'exécution – calendrier d'exécution**

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Dans le cadre du programme d'exécution, le titulaire établira en outre un plan d'assurance qualité et un plan d'assurance environnement. Leurs dispositions sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.

#### **7.4.3. Prestations dues par les entreprises**

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- ♦ établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- ♦ achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et à l'article 6.6 ci-après.
- ♦ établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.
- ♦ établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation. Cette prestation est due par l'ensemble des soumissionnaires intervenants sur le chantier.

### **7.5. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**


Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise.

Les échanges de documents servant au visa seront effectués conformément aux dispositions du CCTP et au fascicule 0.

En complément, le Maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise l'édition de 2 exemplaires papier par document et par indice.

Le CCTP précise le contenu des documents d'exécution.





Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **7.6. Mesures d'ordre social**

### **7.6.1. Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

### **7.6.2. Lutte contre le travail dissimulé**

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux et sont complétées comme suit :

Le titulaire assurera la délivrance de badge pour les personnes amenées à intervenir dans son périmètre : cotraitants, sous-traitants, ...

## **7.7. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### **7.7.1. Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier**

Les dispositions de l'article 31.4 du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Afin de permettre une réalisation des travaux dans les délais impartis, les horaires de travail de l'entreprise pourront s'étendre de 07h00 à 20h00 du lundi au samedi, dans le respect des durées légales du travail individuel et conformément à réglementation en vigueur.

Des dérogations ponctuelles seront éventuellement possibles au-delà de ces horaires, pour des travaux impératifs ou à faible niveau de nuisances. Ces dérogations ponctuelles s'inscriront dans le cadre de la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'une demande préalable et circonstanciée de l'entreprise et seront soumises à validation :

- ♦ du Maître d'œuvre,
- ♦ du Maître d'ouvrage,
- ♦ du gestionnaire de la voirie,
- ♦ de(s) (l')entité(s) à l'origine de la réglementation à laquelle il est dérogé.

### **7.7.2. Installations à réaliser par l'entreprise**

Le détail des installations de chantier à la charge du présent marché est précisé au CCTP.



### 7.7.3. Transport par voie d'eau

Sans objet.

### 7.7.4. Emplacements mis à disposition pour déblais

Le Maître d'Ouvrage ne prévoit pas de mise à disposition de terrain pour dépôt temporaire des déblais en excédent.

### 7.7.5. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### ► Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur S.P.S.

Le titulaire se conformera au Plan Général de Coordination qui aura été établi par le coordonnateur désigné par le maître d'ouvrage.

#### ► Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

#### ► Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le titulaire remet directement au coordonnateur S.P.S. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

### 7.7.6. Signalisation des chantiers

Les dispositions de l'article 31.6 du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Pour les sections donnant lieu à des travaux sous circulation, le titulaire a à sa charge la fourniture et la mise en œuvre du dispositif le plus adapté : alternat par feux tricolores provisoires ou bien alternat manuel.

### 7.7.7. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :



Les dispositions particulières de maintien des communications et de l'écoulement des eaux sont précisées au CCTP.

### **7.7.8. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés**

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Les dispositions particulières de réduction des nuisances sont précisées au CCTP.

### **7.7.9. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux, il est prévu les dispositions suivantes :

Lorsqu'un piquetage spécial a été effectué en application de l'article 7.4.2 du présent CCAP, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux au droit et au voisinage immédiat des ouvrages concernés, prévenir les exploitants des ouvrages repérés.

Le titulaire est tenu d'appliquer la réglementation relative à la sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution en vigueur :

- ◆ Articles L554-1 et suivants et R554-1 et suivants du Code de l'Environnement,
- ◆ Arrêté d'application du 15/02/12,
- ◆ Norme NFS 70-003-1,
- ◆ Guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux approuvé par l'arrêté du 30/06/12.

Les conditions techniques et financières particulières de croisement, logement ou travaux à proximité de réseaux existants en service sont précisées au CCTP.

### **7.7.10. Restrictions des communications**

Sans objet.

### **7.7.11. Emploi des explosifs**

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG Travaux, l'emploi d'explosifs est interdit.

### **7.7.12. Utilisation des voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire d'adapter son mode de transport au calibre et à l'état des voiries d'accès aux différents sites.

A défaut, si à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge est supportée en totalité par le titulaire qui devra effectuer la remise en état.



### **7.7.13. Dommage divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution :**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes sont prévues :

#### **► Responsabilité du titulaire**

Les dommages de toutes natures, causés au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant de l'entité adjudicatrice, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant de l'entité adjudicatrice, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

#### **► Cas des voies publiques**

Les stipulations de l'article ci-avant ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 7.8.12 du présent CCAP.

### **7.7.14. Autorisations administratives**

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, sur l'ensemble des voies ouvertes au public impactées, le titulaire fait son affaire du dépôt des demandes de permission de voirie et d'arrêt de circulation auprès des différents services chargés de la gestion du domaine public et de la police de la circulation.

Indépendamment du respect des procédures en vigueur, une copie de chaque demande est préalablement, remise au Maître d'œuvre, dix (10) jours au moins avant la date envisagée pour le début de la démarche administrative.

L'Entrepreneur assure le suivi de ces demandes jusqu'à l'obtention de toutes les interventions requises.

Toutes les transformations proposées pour la durée des chantiers sont soigneusement étudiées et portées sur les plans d'aménagement clairs et renseignés. Ces plans sont communiqués aux services concernés en même temps que les demandes de permission de voirie et d'arrêt de circulation.

La matérialisation des arrêts (stationnement interdit, déviations ou interdictions de circulation...) est réalisée au moyen de dispositifs réglementaires. En cas de préalable nécessaire à l'enlèvement des véhicules gênants, la conformité de cette signalisation est constatée in situ, sur demande du Titulaire, par les services gestionnaires de la police de la circulation.

Toute dérogation ou innovation aux dispositions prévues et agréées est absolument proscrite sans accord formel préalable. Toute initiative et intervention de l'Entrepreneur et de ses agents sont rigoureusement interdites en ce domaine.

Le représentant de l'entité adjudicatrice fait son affaire de la délivrance au titulaire des autres autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les autorisations de survol par grues de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur et le maître d'œuvre apportent leur concours au titulaire pour lui faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires à l'installation des chantiers et au dépôt temporaire des déblais.



### **7.7.15. Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire**

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 50.1 ou 52 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission

## **7.8. Registre de chantier**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Les échanges de courriers, mails, documents ou faits marquants seront consignés et classés suivant les préconisations du Fascicule 0.

## **7.9. Clauses techniques**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

## **7.10. Ordre de service**

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.



## Article 8. Réception et garanties

### 8.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les dispositions de l'article 38 du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit :

Les dispositions relatives aux essais et contrôles à la charge du titulaire et à la charge de Maître d'ouvrage sont précisées au CCTP.

### 8.2. Réception

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux s'appliquent et sont complétées comme suit.

Les dispositions complémentaires spécifiques à ce marché sont précisées au CCTP.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Il bénéficie d'un délai de 1 mois pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire a **1 mois** pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure restée infructueuse aux frais et risques du titulaire défaillant.

#### ► Réceptions partielles :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux s'appliquent.

La réception partielle pour la prise de possession par le maître d'ouvrage de certains ouvrages ou parties d'ouvrages a lieu à l'achèvement de chaque catégorie d'ouvrages la concernant. Elle prend effet à la date de cet achèvement. Les réceptions partielles sont prononcées conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG TRAVAUX.

Les ouvrages ou parties d'ouvrages peuvent faire l'objet d'une réception partielle au regard des délais d'exécution distincts du délai d'exécution global ; délais rendus contractuels dans le calendrier détaillé d'exécution, à l'issue de la période de préparation et notifiés par Ordre de service dans le cadre du marché.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations préalables de réception, en notifiant celles-ci par Ordre de service au titulaire du marché.

Une visite préalable sera organisée, en vue de l'établissement d'un constat contradictoire d'achèvement des travaux, par le maître d'œuvre, à la demande de l'entreprise. Le maître d'ouvrage y sera convié.

Le délai des levées de réserves est fixé par le maître d'œuvre.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propres aux travaux réceptionnés à compte de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues jusqu'à expiration du délai de garantie de la dernière partie d'ouvrage



réceptionnée au titre du marché. Elles pourront être mises en jeu au titre de la GPA propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

### **8.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Travaux s'appliquent.

### **8.4. Documents fournis après exécution**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, il est prévu les dispositions suivantes :

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 7.5.3 du présent CCAP, le titulaire remet au Maître d'œuvre :

- ♦ Au plus tard à la date des Opérations Préalables à la Réception :
  - les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets,
  - les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Leur non remise donnera lieu à une réserve sur le Procès-Verbal le cas échéant.

Le CCTP précise le contenu et les modalités de rendu du dossier des ouvrages exécutés. Pour les tronçons de réseaux découverts, créés ou modifiés par le titulaire, celui-ci fournit un relevé topographique conforme aux spécifications de l'article 14.2 de la norme NFS 70-003-1.

Un exemplaire de DOE est également transmis au Contrôleur Technique.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

### **8.5. Garantie de parfait achèvement**

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, **d'un (1) an** à compter de la date d'effet de la réception.

### **8.6. Garanties particulières**

Le fabricant et/ou fournisseur et l'entrepreneur (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

#### **► Garantie particulière des matériaux de type nouveau**



L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

► **Garantie particulière des matériaux**

Il est demandé des garanties particulières pour :

- ◆ Les regards et tampons seront garantis 2 ans, en particulier les joints
- ◆ Les candélabres seront garantis 5 ans, la garantie devra couvrir l'ensemble des composants électriques et électroniques de l'ouvrage.
- ◆ Les équipements photovoltaïques et batteries seront garantis 5 ans, la garantie devra couvrir l'ensemble des composants électriques et électroniques de l'ouvrage.





## Article 9. Dispositions diverses

### 9.1. Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes : courriels, documents au format WORD, EXCEL, PDF et divers supports informatiques.

Le **Titulaire** devra donc disposer d'une adresse électronique en conséquence pour faciliter ces échanges.

### 9.2. Autres dispositions

#### ► Les impôts:

Tous les impôts ou taxes établis par l'Etat, le Département ou les autres Collectivités, y compris les impôts relatifs aux immeubles de service, sont à la charge du **Titulaire**.

#### ► Défaillance du Titulaire ou des membres du groupement :

En cas d'impossibilité pour le **Titulaire** (ou les membres du groupement) de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, le représentant de l'Acheteur pourra s'adresser à un autre prestataire. La différence de coût qui en résultera pourra être à la charge du **Titulaire** (ou des membres du groupement) défaillant.



# Article 10. Résiliation

## 10.1. Généralités

L'Acheteur peut résilier le marché :

- ♦ selon l'article L2195-4 du code de la commande publique, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.
- ♦ selon les dispositions des articles 53 à 55 du CCAG travaux.

En cas de faute du **Titulaire**, L'EPFAM pourra, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le contrat aux torts exclusifs du **Titulaire** et pourra faire procéder par un tiers les prestations défailtantes aux frais et risques du **Titulaire**. La décision de résiliation mentionnera, le cas échéant, que la résiliation est effectuée aux frais et risques du **Titulaire**.

Enfin, L'EPFAM se réserve la possibilité, conformément aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG/Travaux applicable au présent marché de résilier le marché pour un motif d'intérêt général.

Les conditions prévues au chapitre VI du CCAG/Travaux sont applicables.

## 10.2. Particularités

L'EPFAM se réserve notamment le droit de résilier le présent marché immédiatement et sans indemnités dans les cas suivants :

- ♦ Dissolution de l'entreprise qui en est **Titulaire** ;
- ♦ Redressement judiciaire ou mise en liquidation des biens du **Titulaire** ;
- ♦ Cession ou transfert du marché à un tiers sans information et accord préalables de L'EPFAM ;
- ♦ Défaut d'accord sur un avenant nécessité par l'évolution des services.

Par ailleurs, l'Acheteur peut prononcer la résiliation du marché sans indemnité après mise en demeure du **Titulaire** de corriger les anomalies constatées non-suivies d'effet dans le délai imparti dans la mise en demeure et ce, dans les cas suivants :

- ♦ Répétition du non-respect des clauses du marché,
- ♦ Infraction à la réglementation du travail ;
- ♦ Non-respect des obligations d'assurance ;
- ♦ Faute grave, fraude ou malversation dûment établie à l'encontre de L'EPFAM;

La résiliation est notifiée par l'Acheteur au **Titulaire** par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet **quarante-huit (48) heures** après sa notification formelle, la date de la poste faisant foi.

## 10.3. Résiliation à la demande du titulaire

Après application des dispositions de l'article 54 du CCAG Travaux et après que les parties se soient rencontrées pour examiner le problème, en rechercher les causes et tenter de trouver des solutions qui ne soient pas forcément pécuniaires, si la viabilité du **Titulaire** n'est plus assurée du fait des conditions d'exploitation des services objet du présent marché, celui-ci pourra être résilié à la demande du



**Titulaire**, sous réserve qu'il ait fourni six **(6) mois à l'avance** les justifications d'un déficit d'exploitation mettant en péril son activité.

Une telle résiliation n'entraîne aucun droit à indemnité de part et d'autre.



## Article 11. Litiges et différents

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG/Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Mayotte.



## Déroptions aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Déroption à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 4.1 du CCAP

Déroption à l'article 8 du CCAG Travaux par l'article 4.6.1 du CCAP

Déroption à l'article 12.1 du CCAG Travaux par l'article 6.3.3. du CCAP

Déroption à l'article 12.2 du CCAG Travaux par l'article 6.3.3. du CCAP

Déroption à l'article 12.3 du CCAG Travaux par l'article 6.3.3. du CCAP

Déroption à l'article 12.4 du CCAG Travaux par l'article 6.3.3. du CCAP

Déroption à l'article 13 du CCAG Travaux par l'article 6.3.4 du CCAP

Déroption à l'article 13 du CCAG Travaux par l'article 6.3.5 du CCAP

Déroption à l'article 17 du CCAG Travaux par l'article 6.3.7 du CCAP

Déroption à l'article 19.2 du CCAG Travaux par l'article 5.2 du CCAP

Déroption à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux par l'article 5.2.1 du CCAP

Déroption à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux par l'article 5.2 du CCAP

Déroption à l'article 22 du CCAG Travaux par l'article 7.2.2 du CCAP

Déroption à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux par l'article 7.3.2 du CCAP

Déroption à l'article 28.1 du CCAG Travaux par l'article 7.4.1. du CCAP

Déroption à l'article 31.3 du CCAG Travaux par l'article 7.7.14 du CCAP

Déroption à l'article 31.9 du CCAG Travaux par l'article 7.7.9. du CCAP

Déroption à l'article 31.11 du CCAG Travaux par l'article 7.7.11. du CCAP

Déroption à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article 8.7.12 du CCAP

Déroption à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article 5.2.2 du CCAP

Déroption à l'article 35 du CCAG Travaux par l'article 7.7.13 du CCAP

Déroption à l'article 40 du CCAG Travaux par l'article 8.4 du CCAP